

Parti Evangélique Suisse

Secrétariat Général

Nägelligasse 9

Postfach 294

3000 Bern

Tél. 031 351 71 71

Fax 031 351 71 02

info@evppev.ch

www.evppev.ch

Office fédéral de la justice

Debora Gianinazzi

Bundesrain 20

3003 Berne

Berne, le 2 novembre 2012

Modification du code civil (entretien de l'enfant), du code de procédure civile (art.296a) et de la loi fédérale en matière d'assistance (art.7)

Ouverture de la procédure de consultation.

Réponse du Parti Evangélique Suisse (PEV).

Madame la Conseillère fédéral

Madame,

Le PEV vous transmet ses remerciements quant à la possibilité de prendre position sur le projet mentionné et vous fait volontiers part de ses remarques.

La famille est un thème particulièrement important pour le PEV et il salue par conséquent les efforts afin d'actualiser la loi suisse dans ce domaine essentiel que représente la prise en charge des enfants lors de l'éclatement du noyau familial. La situation familiale a considérablement évolué au cours de ces dernières années et, par conséquent, celle des enfants également. La situation des enfants devient moins stable, conséquence directe de la combinaison de la diminution du nombre de mariage et de l'augmentation du nombre de divorce. Face à l'effritement de la famille traditionnelle, les enfants se retrouvent au centre de conflits personnels et financiers et doivent être protégés afin de pouvoir grandir et se construire dans les meilleures conditions possibles. Le PEV encourage ainsi fortement le bien-être de tous les enfants, indépendamment de la situation juridique de leurs parents, situation dont ils ne sont pas responsables et dont ils ne doivent surtout pas être victimes.

Le PEV est en accord avec la notion centrale de ce projet qui est de mettre l'enfant au centre. Le PEV soutient ainsi l'ancrage dans la loi de la règle **prônant la primauté de l'obligation d'entretien à l'égard d'un enfant sur les autres obligations d'entretien du droit de la famille** (Art 276 a (nouveau)). Cette primauté doit également apparaître à l'article 176, al. 1, **chiffre 1.**

- | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>1. fixe la contribution pécuniaire qu'un époux doit verser à l'autre et à chaque enfant
Doit être remplacé par</p> <p>1. fixe la contribution pécuniaire qu'un époux doit verser à chaque enfant et à l'autre</p> |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Le PEV soutient le fait que la responsabilité envers les enfants soit partagée de manière égale par les parents, en fonction de leurs moyens. Aucun parent n'a le droit de se défaire de cette responsabilité morale, quelle que soit sa situation au moment de l'éclatement de la famille. Ainsi il ne doit plus être toléré, ni possible, qu'un seul parent assume seul l'entretien des enfants du couple ainsi que l'éventuel endettement survenant à cette fin.

Il n'est en outre pas acceptable que l'aide sociale devienne le substitut financier des familles désintégrées et en difficulté. Le rôle de l'aide sociale est essentiel, mais sa pérennité doit également être protégée.

*C'est pourquoi le PEV encourage l'introduction de mesures d'aide sociale séparées pour l'enfant. Cela permet, notamment, d'éviter les inégalités face à l'endettement vis-à-vis de l'aide sociale, mais également un meilleur aperçu des manques liés à la prise en charge financière de l'enfant. Dans la mesure où il est évident que l'enfant ne peut pas être tenu de rembourser les prestations qui lui ont été accordées, le PEV insiste ici sur le fait que le remboursement **doive** être demandé aux deux parents en fonction de leur prise en charge respective et cela **dans tous les cantons. Des modifications appropriées doivent être proposées à ce sujet.** Ne pas le faire correspondrait à cautionner la démission des parents face à leurs responsabilités sur le long terme, responsabilité envers eux-mêmes, envers leurs enfants et envers la société. De manière similaire, la participation a posteriori du parent débiteur doit être envisagée lorsque la participation immédiate n'est pas possible sans que cela engendre la nécessité de faire appel à l'aide sociale.*

Ainsi le PEV demande la révision de l'art.286a (nouveau) afin que le recouvrement se fasse dans la majorité des situations d'amélioration de la situation financière (et pas uniquement en cas d'amélioration exceptionnelle) et afin que cela se fasse de manière automatique et non pas uniquement en cas de demande explicite.

De plus, le PEV partage l'avis que la Conseil fédéral édicte des dispositions en vue d'améliorer et d'harmoniser l'aide au recouvrement et avances des contributions au niveau national. (art. 131 et 131 a et art. 290). Des différences cantonales dans la prise en charge des enfants ne sont pas acceptables.

Enfin, le PEV estime qu'il est juste que l'obligation d'assistance des proches parents soit levée dans les situations de déficit liées à la prise en charge de l'enfant.

Nous vous remercions pour la prise en compte de notre opinion ainsi que pour le précieux travail accompli et vous transmettons, Mme la Conseillère fédérale, Madame, nos salutations distinguées.

PARTI EVANGELIQUE SUISSE (PEV)



Président du Parti
Heiner Studer



Secrétaire général
Joel Blunier